

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères - Proche-Orient -
Balkans - Déclaration de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, à
l'issue du conseil
(Bruxelles, 06 mars 2017)**

Bonjour,

Nous avons consacré un long débat à la politique de défense européenne. Je me réjouis de cette étape qui a été franchie, qui est très positive parce que certains doutaient de notre capacité à concrétiser des orientations de principe sur une défense européenne plus affirmée. Alors qu'effectivement de nouveaux risques, nouvelles menaces s'affirment, il est important que l'Europe prenne ses responsabilités. Donc aujourd'hui nous sommes entrés dans le concret, et en particulier en formulant des propositions pour des capacités de planification et de conduite, par exemple pour venir en soutien d'opérations. Je pense par exemple à des interventions du type de celle du Mali, de la Somalie, de la Centrafrique. Et puis aussi un engagement, chaque année, à évaluer les niveaux de capacités de chaque État de l'Union européenne en matière de défense, y compris pour renforcer ces capacités. Et puis enfin, un troisième élément, c'est surtout un engagement à trouver des moyens financiers, c'est le fonds de défense européen, qui pourrait se consacrer - nous attendons les propositions très concrètes de la Commission - en priorité sur la recherche mais ensuite aussi sur une industrie de défense européenne.

Tout cela c'est très positif parce que c'est aussi le fruit d'une longue préparation. Et je suis assez heureux de constater que beaucoup de propositions françaises ont été reprises et très souvent, ces propositions françaises ont été proposées aussi en franco-allemand. Donc encore une fois on voit l'intérêt de la relation franco-allemande, non seulement pour la politique de défense mais aussi pour l'avenir de l'Europe, parce que c'est évidemment la question d'actualité aujourd'hui avec le sommet à Versailles ce soir, le 60e anniversaire du Traité de Rome le 25 mars. Les choses avancent en Europe. Et c'est nécessaire qu'elles avancent, surtout dans un contexte de doute, à la fois dans chacun de nos pays : la montée des nationalismes, des populismes, et puis aussi le monde incertain dans lequel nous vivons de plus en plus.

Donc il est important de réaffirmer à chaque étape que, malgré le Brexit, malgré l'élection américaine et une forme de retour à l'isolationnisme, l'Union européenne non seulement continue mais se renforce.

Q - Sur le Proche-Orient, comment se sont passées les discussions. Ce sont les troisièmes en trois mois ?

R - Ce que je crois, puisque nous avons déjà eu des débats - il n'y aura pas de choses vraiment nouvelles dites aujourd'hui - c'est que, dans la perspective d'une réunion du conseil d'association UE-Israël, il est clair que, à l'ordre du jour, doit impérativement être mis sur la table la réaffirmation de la solution à deux États. Cela a toujours été la position de l'Union européenne, donc ce serait, le cas échéant, l'occasion de la réaffirmer, mais il faut le faire avec beaucoup de force, beaucoup de netteté, au moment où sur le terrain, il y a des tensions, et même une augmentation des tensions avec la poursuite de la politique de colonisation.

Q - Monsieur le Ministre, comment s'est passée la visite du ministre des affaires étrangères égyptien ?

R - Cela a été très constructif, très positif. Nous avons déjà eu, avec le Conseil de l'UE précédent, un débat entre ministres des affaires étrangères. Et là, avec la présence de Sameh Choukry, nous avons pu avoir un dialogue extrêmement sincère, extrêmement franc. Nous avons abordé toutes les questions, aussi bien les questions politiques, les questions des droits de l'Homme. Nous avons beaucoup parlé aussi du nécessaire renforcement des capacités de l'économie égyptienne, de toutes les réformes qui sont engagées aujourd'hui. L'Europe est là aussi pour accompagner, soutenir l'Égypte dans ses projets. Et puis, nous avons été heureux de constater le rôle positif que l'Égypte joue dans la région. Nous avons évoqué le conflit israélo-palestinien, nous avons évoqué la question de la Libye, où l'Égypte essaie de rapprocher les différentes parties dans ce pays très instable. Et nous avons aussi abordé la question migratoire, donc un débat extrêmement sincère, extrêmement fructueux, et j'ai exprimé le souhait que la réunion du conseil d'association UE-Égypte puisse se tenir très rapidement.

Q - En ce qui concerne les sujets de terrorisme ?

R - Oui, bien entendu, nous avons abordé la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, parce que cette coopération elle est constante, elle est permanente, elle est indispensable.

Q - Sur les Balkans, il y a eu une visite assez longue de Federica Mogherini, mais difficile. Comment jugez-vous la situation ?

R - Je ne vous cache pas que nous observons la situation avec préoccupation. Il y a quelques mois s'est tenu à Paris un sommet sur les Balkans, avec tous les pays des Balkans et l'Union européenne, qui avait été extrêmement constructif. Depuis, nous assistons à des tensions nationalistes avec des risques d'escalade. C'est vrai que les périodes électorales en cours n'y sont pas pour rien, mais nous plaçons pour l'apaisement, pour une attitude plus constructive, et nous plaçons bien sûr pour un dialogue constant et constructif entre l'Union européenne et les Balkans. Mais pour cela, il faut que chacun prenne sa part et chaque pays des Balkans doit contribuer à se montrer constructif.

Q - Votre collègue Boris Johnson pointe du doigt le rôle néfaste joué par la Russie dans cette situation, vous partagez cette opinion ?

R - Je ne suis pas là pour commenter les déclarations de Boris Johnson.

Q - Vous partagez son analyse sur la Russie ?

R - Cela mérite un débat un petit peu plus approfondi que nos commentaires sur une déclaration de Boris Johnson./.